

Syndicat Intercommunal de la Rive gauche du Drac

2008

Rapport d'activité

EDITO

Syndicat Intercommunal de la Rive gauche du Drac

Au-delà des prescriptions légales qui imposent à chaque EPCI (Etablissement public de coopération Intercommunale) de plus de 35 000 hab. d'adresser au Maire de chaque commune membre, un rapport présentant l'activité du syndicat, c'est pour moi, au-delà de cette obligation légale, une responsabilité assumée avec plaisir que de vous communiquer les actions qui reflètent le travail de notre intercommunalité de proximité.

Si l'année 2008 a été marquée par le renouvellement des conseillers municipaux, elle confirme également l'engagement du SIRD a concrétiser un souhait exprimé par les communes ; faire converger des volontés et des moyens ; optimiser et mutualiser les ressources, inciter à la réflexion collective.

Dans la droite ligne des années précédentes, et de ses orientations, le SIRD a mené à bien les choix qui concourent à assurer un développement équitable du territoire, à rationaliser les modes de gestion , et ce dans le respect du principe de subsidiarité.

Aux nouveaux élus, je souhaite donc que ce nouveau rapport reflète au mieux les actions du SIRD, quant à ceux déjà présents, ils y trouveront la réalisation des projets engagés.

Le rapport d'activité constitue un acte de bilan et de prospective ; mais également un temps d'échange et de débat sur nos réalisations et nos engagements.

Avec les grands chantiers 2008 : L'inauguration du nouveau gymnase Gérard Philipe (commune de Fontaine), la restructuration de la salle Belledonne, (au sein du complexe sportif Aristide Bergès de Seyssinet-Pariset) la reconstruction du gymnase Alexandre Fleming (commune de Sassenage), l'extension de l'espace sportif Yves Brouzet (commune de Seyssins), Mais également la poursuite des réflexions notamment sur le plan piscine, ou encore la mise en œuvre de la fiscalisation.

A côté de ces projets, le SIRD s'engage encore plus dans l'amélioration de ses services publics avec :

- la mise en œuvre du plan d'action du CISP (Conseil Intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance),
- et dans le cadre de l'insertion et de l'emploi piloté par la MIPE: la poursuite du développement de la relation entreprises, de l'action « nettoyage », des infos-métiers

Comme dans toute structure aucune action ne peut se faire sans moyens c'est pourquoi ces éléments seront complétés par le bilan social et le bilan financier.

Je remercie enfin les élus pour leur implication et les services pour leurs compétences et leur disponibilité.

Le Président
Michel BAFFERT

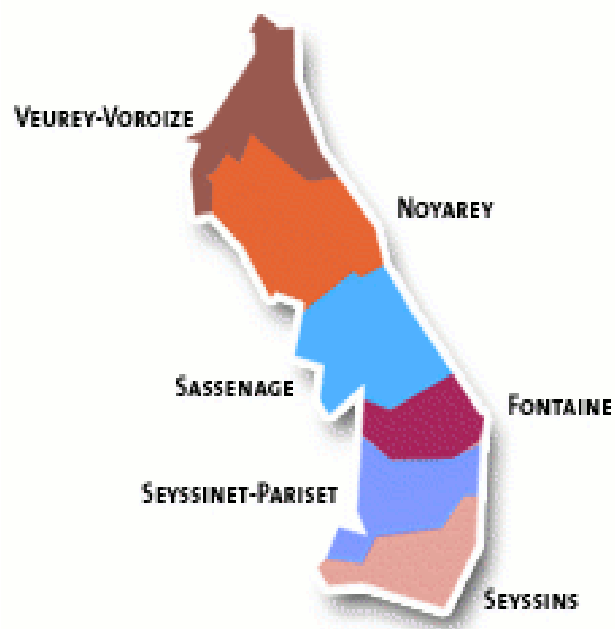
SOMMAIRE :

- Le SIRD : Présentation p 4
- Services généraux p 6
- Etablissements sportifs p 10
- Insertion/emploi p15
- Prévention de la délinquance p 23
- Bilan social 2008 p 26
- Budget 2008 p 31

Le syndicat intercommunal de la Rive gauche du Drac

PRESENTATION

- > 18 délégués
- > 3 commissions de travail
- > 19 employés
- > 4 grandes compétences
- > 8 511 580 € de budget
- > 6 communes
- > 57 000 Habitants



LES COMPETENCES DU SIRD

- Concertation et réflexion sur les projets et équipements de la rive gauche du Drac

- ´EHPAD
- ´Plan Piscines

- Construction et maintenance des équipements sportifs

- ´Reconstruction du gymnase Gérard Philipe
- ´Restructuration de la salle Belledonne
- ´Agrandissement du gymnase Yves Brouzet
- ´Reconstruction du gymnase A. Fleming
- ´Maintenance sur les équipements

- Insertion et emploi

- ´Relations économique, développement local
- ´Accompagnement à la recherche d'emploi
- ´Développement des emplois de proximité
- ´Orientation, formation

- Prévention de la délinquance

- ´Médiation sociale
- ´Médiation de nuit
- ´Aide et soutien aux victimes
- ´Observatoire Local de Sécurité
- ´Prévention des conduites addictives

PRESENTATION

Syndicat Intercommunal de la Rive gauche du Drac



CONTRIBUTIONS DES COMMUNES

Compétences Communes	Fonctionnement général	Construction et maintenance des établissements sportifs liés aux établissements scolaires	Insertion-emploi	Prévention de la délinquance
Fontaine	40,2%	40,2%	40,2%	20,1%
Noyarey	3,70%	3,70%	3,70%	6,25%
Sassenage	18,00%	18,00%	18,00%	9%
Seyssinet-Pariset	23,00%	23,00%	23,00%	39,25%
Seyssins	12,20%	12,20%	12,20%	21,1%
Veurey –Voroize	2,90%	2,90%	2,90%	4,30%
	100%	100%	100%	100%

SERVICES GENERAUX

Les faits marquants de 2008



RENOUVELLEMENT DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

Lors de la séance du 17 avril 2008, les 18 nouveaux délégués du SIRD ont officiellement pris leurs fonctions. Michel Baffert a été élu Président, Plus de 50% de l'assemblée a été renouvelée.

Malgré le transfert de la compétence « Prévention de la délinquance » le nombre de délégués reste le même : 3 délégués par commune
Chaque élu est délégué à une compétence spécifique

Photographie de l'assemblée issue des élections de Mars 2008

Michel BAFFERT
Président



Marcel REPELLIN
Vice-président délégué à la Prévention de la délinquance.



Yannick BOULARD
Vice-président délégué à L'insertion et à l'emploi



Guy JULLIEN
Vice-président délégué aux équipements sportifs



Denis ROUX
Vice-président délégué au Personnel



Christian COIGNÉ
Vice-président délégué à l'information et à la communication



M. BROUZET
Ville de Seyssins
Délégué e aux équipements sportifs



J. GAUTHIER
Ville de Seyssinet-Pariset
Délégué aux équipements sportifs



M. MASTROMAURO
Ville de Fontaine
Déléguée aux équipements sportifs



P. MOLINARO
Ville de Sassenage
Délégué aux équipements sportifs



A. CARBONARI
Ville de Noyarey
Délégué aux équipements sportifs



J. TESSAIRE
Ville de Veurey-
Déléguée aux équipements sportifs



F. GILABERT
Ville de Seyssins
Délégué à l'insertion et à l'emploi



V. GONNET
Ville de Seyssinet-Pariset
Déléguée à l'insertion et à l'emploi



C. DIDIER
Ville de Fontaine
Déléguée à l'insertion et à l'emploi



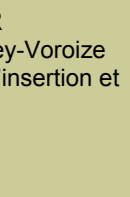
A. SAUNIER-PLUMAZ
Ville de Sassenage
Déléguée à l'insertion et à l'emploi



G. FRIER
Ville de Noyarey
Déléguée à l'insertion et à l'emploi



J. CARRIER
Ville de Veurey-Voroize
Déléguée à l'insertion et à l'emploi



J. LORTHIOIR
Ville de Seyssins
Commission Prévention de la délinquance

V. GONNET
Ville de Seyssinet-Pariset
Commission Prévention de la délinquance

Y. CONTRERAS
Ville de Fontaine
Commission Prévention de la délinquance

A. ROSA. BEDIN
Ville de Sassenage
Commission Prévention de la délinquance

M. CAMACHO
Ville de Noyarey
Commission Prévention de la délinquance

J. TESSAIRE
Ville de Veurey-Voroize
Commission Prévention de la délinquance

SERVICES GENERAUX

Les faits marquants de 2008

FISCALISATION DES CONTRIBUTIONS



Depuis février 2007, les communes ont la possibilité de fiscaliser les contributions versées au SIRD. Le contribuable acquitte alors un supplément de fiscalité au profit du SIRD dont le taux apparaît distinctement sur l'avis d'imposition. Les contributions versées au SIRD ne transitent plus par le budget communal. Aujourd'hui l'ensemble des communes du SIRD ont fiscalisé leurs contributions.

Rappel des modalités de calcul

Pour calculer les taux syndicaux, on détermine le produit attendu par le syndicat au niveau de chaque commune..En application de l'article 1636 B octies IV du CGI, il convient de répartir le produit attendu au niveau de chaque commune entre les 3 taxes ménages (+ la TP si les communes n'étaient pas membre d'un EPCI à TPU) proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes procurerait à la commune si l'on appliquait les taux de l'année précédente aux bases de l'année d'imposition.

Pour répartir le produit attendu, on procédera par les étapes suivantes :

Somme des produits théoriques

Produit théorique pour chacune des taxes : bases N * taux communaux N-1

Détermination du coefficient de répartition

Participation appelée / produit théorique = 0,0xxxxx (6 chiffres après la virgule)

Calcul des taux syndicaux additionnels

TH : taux communaux N-1 x 0,0xxxxx = A %
TF : taux communaux N-1 x 0,0xxxxx = B %
FNB : taux communaux N-1 x 0,0xxxxx = C %

Calcul du produit attendu par taxe

TH bases N x A % = €
FB bases N x B % = €
FNB bases N x C % = €
TP bases N x D % = € (sauf si TPU)

NB : pour contrôle, le total des produits par taxe doit être égal à la participation appelée.

SERVICES GENERAUX



FISCALISATION DES CONTRIBUTIONS

Simulation des contributions pour 2009

NOM	TH taux 2008	TFPB taux 2008	TFPNB taux 2008	TH Bases prévisionnel- les 2009	FB Bases pré- visionnelles 2009	FNB Bases prévision- nelles 2009	Montant des participations	coefficient	taux additionnel TH	taux additionnel TFPB	taux additionnel TFPNB
FONTAINE	16,97	36,89	74,01	22 203 000	21 294 000	19 100	694 451	0,059674	1,013%	2,201%	4,416%
NOYAREY	11,58	29,17	86,74	2 158 000	2 393 000	30 900	63 660	0,065310	0,756%	1,905%	5,665%
SASSENAGE	16,2	35,77	68,61	12 889 000	12 786 000	38 100	309 696	0,046308	0,750%	1,656%	3,177%
SEYSSINET PARISET	12,48	30,3	76,68	15 184 000	13 419 000	23 900	471 324	0,078827	0,984%	2,388%	6,044%
SEYSSINS	9,75	30,85	93	10 639 000	9 728 000	15 900	248 110	0,061214	0,597%	1,888%	5,693%
VEUREY VO- ROIZE	9,24	15,28	53,17	1 883 000	3 829 000	14 000	50 260	0,065570	0,606%	1,002%	3,486%

SERVICES GENERAUX

Perspectives 2009

Révision de la Charte de l'intercommunalité



La co-production de l'action publique par le SIRD et les services communaux nécessite la prise en compte d'un axe majeur :

La contractualisation et la gouvernance des territoires : quel partage de compétence et quel partenariat à développer pour une action concertée au service de nos territoires.

Cette problématique engendre de nouvelles pratiques de gouvernance : Afin de mener à bien cette évolution, la charte de l'intercommunalité (jointe en annexe) éditée en 2006 sera révisée en 2009.

la charte a pour objet de poser le cadre des relations entre le SIRD et les communes, de rappeler les objectifs de l'intercommunalité sur le territoire et ses principes d'actions .

Une procédure de concertation sera menée au 4ème trimestre afin de refondre au mieux le cadre de notre coopération

LES CHIFFRES CLEFS

- Plus de 4000 visites sur le site en 2008 pour 12500 pages visitées.
- Des contributions qui évoluent de 3,2% en 2008
- 2,5 ETP affecté à la compétence
- 286 850 € de dépenses totales
- 269 850 € de contributions communales à la compétence
- Passation de 50 marchés publics supérieurs à 4000 €HT.
- Production de 150 actes réglementaires (délibérations, arrêtés, décisions)
- 1500 mandats et titres émis
- 500 courriers rédigés
- 25 réunions de comité, de bureau et de CAO

ETABLISSEMENTS SPORTIFS

Les faits marquants de 2008

INAURATION DU GYMNASE GERARD PHILIPPE DE FONTAINE

Le 30 avril 2008 c'est avec beaucoup de plaisir et 16 mois d'attente que le SIRD a inauguré le nouveau gymnase Gérard Philippe, en présence des Maires des communes du SIRD, des conseillers généraux, et du vice-président du Conseil général de l'Isère chargé des sports, Didier Rambaud.

Le Président du SIRD, Michel BAFFERT, soulignait la qualité de l'équipement et la coopération entre les différents acteurs du projet (associations, professeurs, services, élus ..).

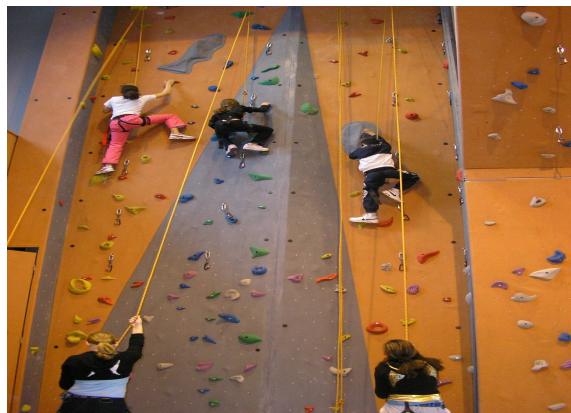
Il rappelait également que le nouveau gymnase Gérard Philippe constituait le premier équipement du plan d'investissement du SIRD, qui comprend également la restructuration de la salle Belledonne du complexe sportif Aristide Bergès, l'extension de l'espace sportif Yves Brouzet de Seyssins et la reconstruction du gymnase A. Fleming de Sassenage.

Après 16 mois de travaux, ce sont donc 2290m² de surfaces utiles qui ont été construites sur deux étages : au RDC un salle d'évolution de 1196 m² pouvant accueillir les compétitions de niveau national, deux salles annexes dont l'une est équipée d'un mur d'escalade et la seconde d'appareils de musculation.

A l'étage : 300 places de gradins et un espace réservé aux associations.

Piloté par l'architecte ARCANE ce sont 18 entreprises qui se sont succédées sur le chantier pour un coup total d'opération de 4 100 000 € HT dont 3 650 000 € de travaux.

Yannick BOULARD, Vice-président du SIRD et Maire de Fontaine, se félicitait d'un équipement à la hauteur des attentes des utilisateurs et remerciait l'ensemble des acteurs qui ont œuvré à la réalisation de cet équipement : élus, services et bien sur le mouvement sportif Fontainois.



ETABLISSEMENTS SPORTIFS

RECONSTRUCTION DU GYMNASE A. FLEMING DE SASSENAGE

Après de nombreux décalages, et après concertation et débat le programme de l'opération est validé définitivement le 12 novembre 2008

Reconstruction du gymnase Alexandre Fleming

Superficie de l'ouvrage	2314 m2 SHON
Délais	22 mois
Coût travaux H.T.	4 231 093 €
Valeur mois/année	octobre 2008
Coût d'opération HT	5 016 722,40 €
	Octobre 2008

Programme

Le projet est constitué d'un ensemble de surfaces reliées fonctionnellement de 2314m2 et de 100 m2 de surfaces/abris extérieurs divers dont des parkings vélos. La consistance du projet comprend principalement : un plateau sportif 30 x 46 et ses annexes vestiaires, rangements, un mur d'escalade intérieur de 200 m2 environ, situé dans la salle annexe des espaces de vie et de convivialité pour accompagner l'animation du lieu.

Le projet comprend la déconstruction du gymnase existant, l'aménagement paysagé, les accès sur l'emprise du terrain ainsi que l'implantation de 30 parkings voiture et 20 parkings vélos.

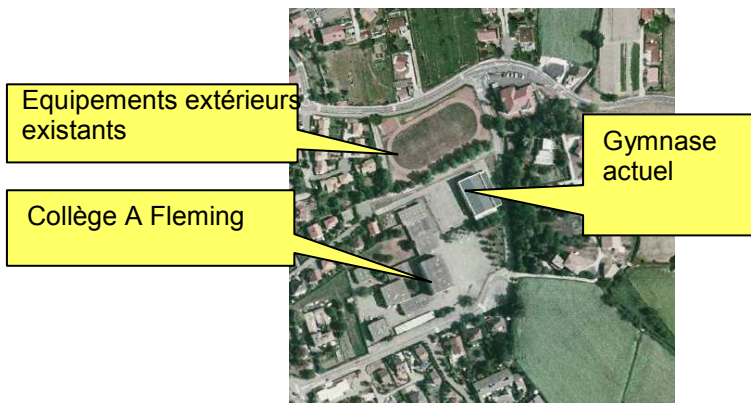
Objectifs BBC (Bâtiment basse consommation)

Le SIRD tient à une maîtrise des impacts du projet sur l'environnement. Les choix de conception devront intégrer la question de la qualité environnementale. Cette préoccupation devra être abordée de manière globale avec les objectifs de qualité d'usage, de santé et de confort., En particulier, le SIRD demande au maître d'œuvre un effort sur les thèmes suivants :

Les matériaux et les techniques de construction. L'objectif du maître d'ouvrage est de construire un bâtiment pérenne avec des matériaux sains ayant un faible impact environnemental. Il s'agira d'étudier les possibilités d'utiliser des matériaux locaux mis en œuvre par des filières professionnelles organisées et qualifiées.

L'organisation du chantier. Le principe est de nuire le moins possible aux voisinages : diminution des nuisances sonores et des poussières, organisation de la circulation et du stationnement, etc. La limitation et la gestion des déchets de chantier sera une priorité.

L'entretien et la maintenance. Ils seront optimisés. Le maître d'œuvre recherchera notamment les équipements les plus performants et les plus durables. Pour certains, les solutions seront proposées en coût global, en considérant les coûts d'investissement, les coûts différés et les économies attendues.



ETABLISSEMENTS SPORTIFS

Les faits marquants de 2008



LA RESTRUCTURATION DE LA SALLE BELLEDONNE DU COMPLEXE SPORTIF A. BERGES : DEMARRAGE DES TRAVAUX

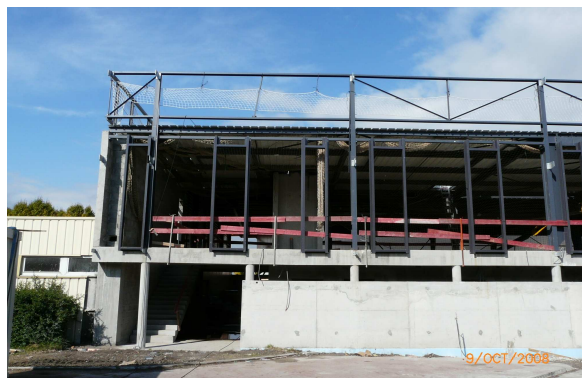
Après la définition du programme et le choix du maître d'œuvre : la SARL MUR-MURS, 2008 fut marqué par le démarrage des travaux en avril 2008.

Durée prévisionnelle des travaux 10 mois. Pour un coût d'opération de 2 510 000 € HT dont 2 185 000 € HT de coût travaux .

Programme

Le projet comprend la réhabilitation complète de la salle d'évolution , environ 960 m² avec reprise des fondations et du bardage, réfection du sol et des murs, création d'un espace bar et la reconstruction de la partie vestiaire Création d'un étage (environ 800 m² au total), comprenant une salle de musculation, une petite salle d'évolution, un club house, et un bureau.

Livraison prévue pour février 2009



ETABLISSEMENTS SPORTIFS

Les faits marquants de 2008



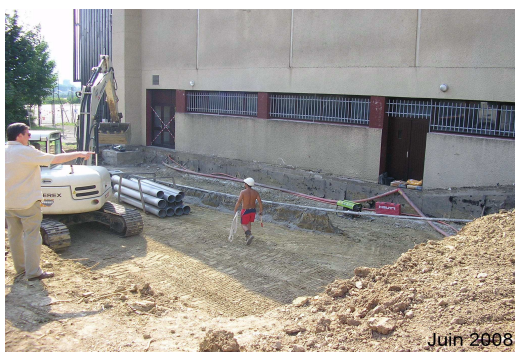
L'EXTENSION DE L'ESPACE SPORTIF YVES BROUZET DE SEYSSINS

Dans la continuité du plan pluriannuel d'investissement, l'année 2008 a vu le démarrage des travaux d'extension de l'espace sportif Yves BROUZET. Avec un programme de près de **419m²** comprenant 236,73m² de surface créées, 127,73m² de surfaces aménagées et 54,50 m² de surfaces non closes sur deux étages, les travaux permettront de répondre aux normes de sécurité et d'accueil des sportifs et des collégiens.

A l'étage Création de la nouvelle entrée-hall d'accueil- d'une loge pour les gardiens, d'une partie bar, vestiaires sportifs, sanitaires publics et infirmerie. Au RDC création de locaux techniques et de rangements, réaménagement de la salle des professeurs et création de vestiaires supplémentaires. Coût d'opération : 765 545 € HT. Démarrage des travaux : Juin 2008, durée 8mois.

Dans le cadre d'une démarche HQE seront priorisées les cibles :

- « Gestion de l'énergie » (cible 4)
- « Gestion de l'eau » (cible 5)
- « Entretien et maintenance » (cible 7)
- « Confort olfactif » (cible 11)
- « Relation harmonieuse des bâtiments avec leur environnement » (cible 1)



ETABLISSEMENTS SPORTIFS

PERSPECTIVES 2009



Poursuite de la réalisation du PPI.

Le principal enjeu pour 2008 et les trois années à venir concerne la réalisation intégrale de notre PPI dans les délais impartis et dans le respect des enveloppes financières définies.

Au terme du PPI ce seront 3 gymnases refait à neuf, et une extension, tout en poursuivant les investissements de maintenance sur le parc existant ; dans l'objectif de garantir des équipements de qualité aux collégiens et aux lycéens mais également de permettre une pratique sportive soutenue tant en terme d'adaptation aux nouvelles pratiques que de qualité des infrastructures. L'ensemble des projets du PPI étant initié sur la base d'une démarche HQE.

LES CHIFFRES CLEFS

- 8000 heures d'utilisation du gymnase Aristide Bergès en 2008
- 20 associations utilisatrices du complexe sportif Aristide Bergès
- + de 1200 lycéens accueillis
- 5,5 ETP affectés à la compétence
- 5 400 000 € de dépenses totales sur la compétence
- 996 850 € de contributions communales à la compétence
- Personne référente : Elisabeth BERARD
- Un PPI d'une durée de 7 ans d'un montant de 14 800 000 € TTC

INSERTION EMPLOI

Les faits marquants de 2008

RAPPORT D'ACTIVITE 2008

L'accompagnement des demandeurs d'emploi

Avec la crise qui débute au 4ème trimestre, la nature des demandes des usagers évoluent :

2008 est marqué par une augmentation des personnes en emploi, qui cherchent des informations de type « droit du travail » ou craignent à terme, de perdre leur emploi. Les femmes représentent un pourcentage important des personnes accueillies, dont beaucoup sont en situation de précarité. Une des difficultés récurrentes est liée au logement, qu'il s'agisse d'hébergement d'urgence ou de recherche d'un logement social. Les conseillers constatent par ailleurs une diversité dans leurs accompagnements, qui va d'une autonomie réelle et fondée sur l'expérience acquise à une faible maîtrise de la langue française conjugée à une inactivité professionnelle.

L'intérêt de l'accompagnement repose sur un référent unique, garant d'un parcours « négocié », adapté aux besoins et complémentaire. Si l'offre de formation développée entre autres dans les AOF est intéressante, elle reste très insuffisante et pas toujours très lisible.

Les outils internes de la MIPE sont bien utilisés : initiation informatique, simulations d'entretiens, consultations d'OCEA, et analyse de la pratique. A l'externe, c'est le partenariat essentiel avec l'ANPE qui peut encore être amélioré. Il reste à développer des formations spécifiques pour les conseillers en fonction des problématiques qu'ils rencontrent : interculturalité, droit du travail, échanges d'information et de pratiques.

INSERTION EMPLOI

Les faits marquants de 2008

RAPPORT D'ACTIVITE 2008

L'accompagnement des allocataires du RMI

Ce sont 281 personnes allocataires du RMI qui ont été accompagnées par les animateurs locaux d'insertion sur l'année 2008. En augmentation de 25% par rapport à 2007 (224). Les animateurs locaux d'insertion constatent une forte représentation de familles mono-parentales (1/3) dont la solitude engendre des difficultés d'accès à l'emploi liées à des contraintes horaires de garde d'enfants, entre autres, et de fait, à une restriction des déplacements dans l'agglomération. Les deux tiers des allocataires disposent d'un niveau faible de formation initiale (inférieur ou égal à V) et par ailleurs, nombre de personnes ressentent une grande souffrance d'ordre psycho-social.

L'année 2008 est marquée par une diminution de l'offre d'insertion, renforcée par des difficultés d'accès à cette offre, tant en terme d'obtention des agréments (prescriptions ANPE) que de durée des parcours (limitée à 18 mois pour les chantiers d'insertion), alors que ceux-ci n'aboutissent que sur plusieurs années (de 20 à 60 mois). Les partenariats avec les collectivités territoriales ont été fructueux de la mise en place des PEI jusqu'à l'aide à domicile. De même, l'emploi a été développé sous d'autres formes, par le biais des emplois de proximité avec EMPLOI 38 et grâce au développement des relations avec les entreprises.

Les conseillers emploi chargés de l'accompagnement des allocataires du RMI ont participé à nombre d'actions, internes aux projets de la MIPE ou externes avec le Conseil Général.

L'accompagnement des bénéficiaires du PLIE

Les référents PLIE ont accueilli 121 personnes pendant l'année 2008 et la caractéristique qu'ils relèvent est une augmentation importante du nombre de personnes primo arrivant sur le territoire. Une autre indication notable concerne les personnes titulaires d'une reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapés et/ou allocataires de l'Allocation d'Adultes Handicapés. Le « rodage » de cet accompagnement renforcé permet aujourd'hui de bénéficier d'une bonne expertise des orientations vers le PLIE. Les parcours sont de plus en plus longs retracent bien la nécessité de respecter le rythme des personnes accompagnées,

Concernant l'offre d'insertion, le constat est le même que pour les allocataires du RMI : de plus en plus exigeante, avec des refus d'agréments qui ne facilitent pas l'accès à l'emploi. Il est aussi noté que certains outils d'évaluation manquent pour permettre aux personnes de se positionner plus clairement.

Le cadre du PLIE doit faciliter la cohésion d'ensemble des actions d'insertion, d'un point de vue technique, et ce, en évitant autant que faire se peut, une augmentation des charges administratives. Tout comme pour les allocataires du RMI, la coordination des professionnels de l'emploi, du local à l'agglomération, voire au département, est un atout majeur du travail d'accompagnement. Sur l'année 2008 les référents PLIE regrettent la place importante exigée par le travail administratif. (Les exigences du FSE alourdissent les traitements administratifs au détriment de l'accompagnement.

INSERTION EMPLOI

RAPPORT D'ACTIVITE 2008

ACTIONS	REALISATIONS 2008	2008
CCAS / Aide à domicile	Elaboration d' une nouvelle collaboration avec les CCAS et l'ADPA pour la gestion de l'offre et de la demande de services aux particuliers du fait de la nouvelle organisation territoriale	4 en poste + 4 en recherche
Collectif secrétariat	Accompagnement des démarches d'emploi dans le secteur du tertiaire, et systématisation des évaluations de compétences et des réorientations subséquentes.	10 candidats
Préparation aux entretiens d'embauche	Nous avons reçu, en dehors de la MIPE, les candidats en amont d'une offre d'emploi ou pour établir un rapprochement entre le profil recherché par l'entreprise et le candidat.	20 entretiens
Plate forme nettoyage	Accueil régulier des candidats en entretiens. Multiplication des temps collectifs. Mise en place d' une veille sur l'offre d'emploi.	14 personnes
Prospection ciblée	Sur des profils de candidats, soutien dans les démarches ciblées en direction des entreprises de façon concertée	
Recrutements collectifs	Organisation, avec des employeurs, de réunions de recrutement collectives et/ou individuelles	1 en cours
PEI Collectivités	Contacts avec les collectivités pour ajustements ldes profils de poste des candidats éligibles à cette mesure, aux besoins des services afin de favoriser les parcours professionnels	8 candidats 3 contacts
EHPAD Seyssins	Recensement des publics pour des pré-entretiens et mise en place des projets de formation ou autre préalable à l'embauche (évaluation complémentaire, ...)	15 RV 10 en attente
Gestion de l'offre d'emploi sur la plateforme	Utilisation de l'outil interne OCEA pour la base de données entreprises et la mise en relation sur les offres d'emploi. Intégrer cet outil « plateforme » dans les logiciels des structures P3 et VieSION	En cours
Informations métiers	Étude de toutes les pistes d'information pour répondre aux orientations ou ré-orientations des candidats en tenant compte des évolutions du marché de l'emploi	Commerce
Services économiques des collectivités	Rapprochement des services des collectivités pour mettre en place des actions adaptées à chaque configuration, tant dans le domaine économique que dans celui de l'emploi	4 contacts établis
Charte interne des relations avec les entreprises	Construction sur 3 temps d'un discours, d'une posture communs à l'équipe pour aborder la relation avec les entreprises : des mises en situation pratiques, une synthèse des services proposés, et l'élaboration d'outils et de procédures.	Fin juin

INSERTION EMPLOI

RELATIONS ECONOMIQUES CHIFFRES 2008

* Période janvier — décembre 2008

Public accueilli

1047 personnes accueillies
par la Mission Locale

688 personnes accueillies
par la MIPE



Collaboration avec les entreprises

370 entreprises en contact
90 nouvelles prospections

160 embauches conclues
757 candidatures présentées
271 offres d'emploi gérées

INSERTION EMPLOI

BILAN D'ACTIVITE 2008

ACCUEILS ET SUIVIS 2008

1ERS ACCUEILS	331
SUIVIS	357

1er accueil : personne se présentant pour la 1ère fois en 2008
Suivi : personne accueillie avant 2007 et accompagnée en 2008

PAR DISPOSITIF

	MIPE	RMI	PLIE
À l'accueil	359	266	60
En accompagnement	286	281	121

Il s'agit du premier dispositif identifié à l'accueil et du dernier noté en accompagnement à la date du bilan.

PAR TYPE DE PRESCRIPTEUR

AA + OP	RMI	TH	AS	ELUS	ML	ANPE	NR
131	11	5	309	13	13	88	118

54 % des personnes viennent sur prescription des Assistants Sociaux et 23 % d'accompagnateurs externes (organismes de formation et autres partenaires).

AA accompagnement adultes
OP opérateurs externes
RMI organismes du RMI
TH travailleurs handicapés
AS assistants sociaux
NR non renseigné

PAR VILLE

FONTAINE	NOYAREY	SASSENAGE	SEYSSINET	SEYSSINS	VEUREY	AUTRES
353	6	98	151	49	10	21

688

PAR AGE

=< 30 ans	111
31 à 40 ans	247
41 à 50	203
> 50 ans	91
NR*	36

40,3 ans

1/3
niveau >= IV

VI pas de formation
VB CFP—CFG
V CAP—BEP—CFPA
IV BP—BT—BAC
III DUT—BTS
II Licence—Maîtrise
I Maîtrise—DESS—DEA

NIVEAU	NR	VI	VB	V	IV	III	II	I
2008	38	99	151	191	94	58	14	43

INSERTION EMPLOI

BILAN D'ACTIVITE 2008 suite

1.473 actions sur 2008

27 %
ACCOMPAGNE-
MENT

28 %
CO-
ACCOMPAGNEMENT

7 %
FORMATION

Action d'accompagnement
· Démarche active de RE

Action de pré-formation
· Remise à Niveau ; atelier pédagogique personnalisé

Action de mobilisation
· Evaluation de capacités ; Bilan psy

Action de formation
· Permis de conduire ; licence cariste ; CAFAD

Action d'accès à l'emploi
· Evaluation en milieu de travail

Action d'insertion par l'activité économique
· Association intermédiaire, entreprise d'insertion

Action de maintien dans l'emploi
· CDD / CDI / CTT / contrats aidés

8 %
I.A.E.

DETAIL ACTIONS

CDD / CTT 332

CDI 59

AUTRES 76

**33 %
EMPLOI**

Une action fait partie d'une étape de parcours ; une personne bénéficie de plusieurs actions dans une année

INSERTION EMPLOI

BILAN D'ACTIVITE 2008 suite

Les sorties concernent des personnes qui ne bénéficient plus, au cours de l'année, d'un accompagnement, pour des motifs évoqués dans le tableau ci-dessous. Les sorties « emploi » s'effectuent lorsque les personnes sont stabilisées sur leur poste pendant 6 mois.

203

SORTIES DE L'ACCOMPAGNEMENT EN 2008

	ABANDON	AUTRES	RELAIS	SANTE	NON EN- CLENCHE	CREATION ENTREPRISE	CDD > 6	CONTRATS AIDES	CDI
NB PERSONNES	26	23	10	15	24	6	44	4	41
DUREE PARCOURS (en moyenne, en années)	1,11	0,97	1,38	2,67	0,47	2,2	1,46	3,55	1,25

INSERTION EMPLOI

PERSPECTIVES 2009

Poursuivre le développement de la relation avec les entreprises
- en réseau avec les Missions Locales et les maisons de l'emploi.
- en partenariat avec les collectivités



Etablir une communication de notre action
- Valoriser les actions de la MIPE
- Informer et rendre compte aux financeurs



Favoriser l'expression et la participation des usagers
- Intégrer la parole des usagers dans les commissions et projets
- Modifier nos pratiques



LES CHIFFRES CLEFS

- 688 personnes accueillies
- 40% d'actions emploi-Formation
- 370 entreprises en portefeuilles
- 300 offres d'emploi gérées
- 160 embauches
- 271 offres d'emploi gérées
- 9,3 ETP affectés à la compétence
- 568 300 € de dépenses totales
- 429 300 € de contributions communales à la compétence
- Personne référente : Francine TRAN CONG

PREVENTION DE LA DELINQUANCE

Les faits marquants de 2008

L'exposition-débat « Vivre l'adolescence, mes ressources » ouverte aux collégiens et lycéens de la rive gauche pour une sensibilisation aux conduites addictives.

Du 21 mai au 11 juin 2008, salle Jean Jaurès à Fontaine se sont près de 750 élèves qui ont assistés à l'exposition, « Vivre l'adolescence, mes ressources » et 20 professionnels formés dans le cadre de la thématique « prévention des conduites addictives ».

Objectifs permettre à des jeunes de développer la confiance en soi, l'identité sociale, l'expression des émotions et la capacité à vivre des situations défavorables afin de limiter le recours à des substances toxiques, mais également de créer une dynamique professionnelle locale autour des compétences psychosociales, la résilience et l'adolescence, former des acteurs locaux à l'animation de l'exposition, Proposer des temps d'échanges et d'expression pour les adolescents, Mettre en scène, images, objets, textes, musiques créant une atmosphère propice à l'expression et aux échanges.

Sur proposition du comité de pilotage composé du SCHS de fontaine, du DSU de Fontaine, et du CISPD de la Rive gauche du Drac., l'exposition s'est articulée autour d'un lieu d'accueil avec une sculpture support matériel pour l'expression des jeunes, un carré vidéo (télévision avec montage vidéo de 9 minutes) et une exposition de 11 panneaux collés sur les 3 modules « corps de l'exposition » accueillant chacun un atelier : Atelier « vivre ses émotions », Atelier « moi et les autres qui suis-je ? Atelier « faire face ».

Temps fort qui sera suivi en 2009 de la création d'un outils à destination des professionnel.

Les conférences de sensibilisation et de soutien à la parentalité mises en œuvre sur le territoire de Noyarey et Veurey-Voroize

Comment soutenir, informer et former les professionnels et les parents confrontés aux conduites à risques des adolescents ? le CISPD Rive Gauche du Drac et un certain nombre d'élus des communes du territoire du SIRD ont souhaité qu'un soutien à la parentalité soit mis en place sous forme de temps de rencontre en direction de parents d'enfants ou de jeunes. Ces rencontres sont animées par des professionnels, spécialisés sur les questions d'adolescence.

L'objectif est de permettre à des parents, qui le souhaitent, de trouver des « ressources » ou d'accéder à des informations qui leurs permettront d'être mieux armés pour faire face aux difficultés qu'ils rencontrent : comportements déroutants ou inquiétants manifestés par leur(s) enfant(s) ou adolescent(s). 4 rencontres ont lieu en 2008. 6 sont déjà programmées pour 2009.



ETRE PARENT D'ADO AUJOURD'HUI

Rencontre-débat
Lundi 28 avril 2008 à 20h
Salle sous la mairie
animée par M^{me} Bastrenta, psychologue

Organisée par la commune de Noyarey et le SIRD dans le cadre du CISPD

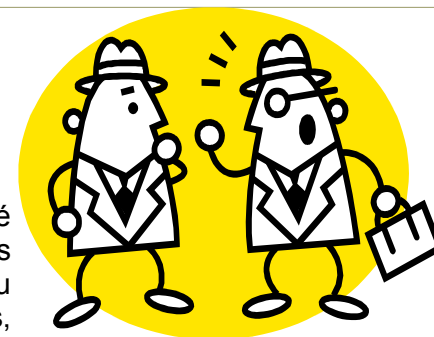
SIRD Noyarey

PREVENTION DE LA DELINQUANCE

Les faits marquants de 2008

Extension de la médiation de nuit

Initiée depuis juillet 2007, sur les communes de Seyssins, Seyssinet-Pariset, Noyarey et Veurey-Voroize, elle a été reconduite en novembre 2007 et étendue à la ville de Fontaine en janvier 2008. La médiation de nuit c'est deux médiateurs de l'association AGIL qui circulent sur les communes de 18h à 1 h du matin du jeudi au dimanche sur initiative ou demande d'intervention : Les médiateurs assurent régulation et médiation sociale : lors de « tournées » dans les quartiers, dans les halls et montées d'immeubles. Ils vont à la rencontre des publics occupant l'espace collectif/public, intervention dans les lieux de stationnement des jeunes et des adultes, interventions à la demande des habitants. Pour Produire ou reproduire du lien social, de la citoyenneté, du civisme. Il s'agit d'instaurer, une plus forte présence dans les quartiers par la mise en place d'une équipe de médiateurs sociaux qui interviendront en soirée, Ce projet a pour but d'améliorer le climat social, à tendre vers plus de tranquillité publique, à de meilleurs échanges entre les habitants, des liens sociaux plus forts et plus une grande cohésion sociale qui se concrétiseront par :



Moins de vandalisme, une baisse des coûts d'entretien, une meilleure maîtrise des charges locatives,

Une diminution des actes d'incivilités, grâce à une plus grande présence

. De janvier à fin septembre, 127 « évènements » ont fait l'objet d'une fiche d'intervention de la part du service Présence Médiation dont 41 sur la commune de Fontaine.

« Mise en poste » de mineurs ou majeurs, sur des mesures de réparation ou des travaux d'intérêt général.

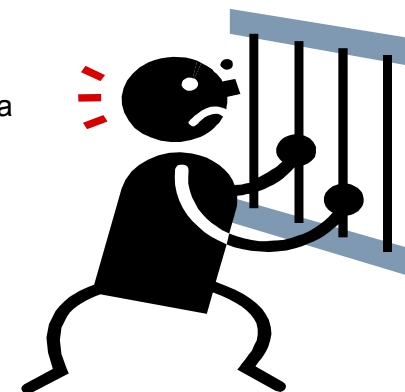
Un travail porté par la métro, le SPIP, l'AREPI, la PJJ et la coordination du CISPD a vu le jour en 2008 pour faciliter la mise en œuvre des mesures de réparations ou alternatives à l'incarcération.

Sur 2008 le groupe de travail a investi 3 axes principaux :

Réaliser un recensement du nombre de TIG ou de mesures de réparations mis en places ces 2 dernières années.

Recenser les lieux de « mise en postes » actif ou non actif depuis quelques temps. Actualiser une sorte de fichier.

Créer des outils d'information à l'intention des « tuteurs » ou des personnes référentes sur les lieux de « mise en poste ».



PREVENTION DE LA DELINQUANCE

Perspectives 2009

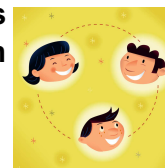
Poursuite des permanences d'aide aux victimes. 238 entretiens assurés en 2008 et 180 personnes reçues.

Mise en œuvre de l'observatoire locale de Sécurité Posséder une cartographie croisée des événements de délinquance, d'incivilités, et des mesures « sociales » pour ajuster les politiques publiques mises en œuvre.

Etendre la médiation sociale de nuit à l'intégralité du territoire.

Médiation scolaire : Former à la médiation des élèves de collèges pour traiter et arbitrer les petits conflits et incivilités commises à l'intérieur des établissements. Par cette action développer les notions de citoyenneté et de respect. Action conduite par l'AIV

Former 20 médiateurs scolaires élèves de classes de 6^{ième} à titre expérimental au collège Fleming de Sassenage. Cette action sera reconduite au moins un an et animée par les associations AIV et AMELY.



LES CHIFFRES CLEFS

- Plus de 130 situations traitées dans le cadre de la médiation de nuit.
- Plus de 180 personnes reçues par les permanences d'aide aux victimes
- 750 lycéens et collégiens reçus lors de l'exposition.
- 1 ETP affecté à la compétence
- 107 000 € de dépenses totales
- Personne référente : Magalie ANDREU

BILAN SOCIAL 2008

EFFECTIFS GLOBAUX AU 31 12 2008

<i>Effectifs globaux</i>	
Agents en position d'activité (tous statuts)	18
Fonctionnaires (titulaires et stagiaires)	12
Non titulaires occupant un emploi permanent	6
<i>Dont : agents remplaçants</i>	0
Autres agents (n'occupant pas un emploi permanent)	0

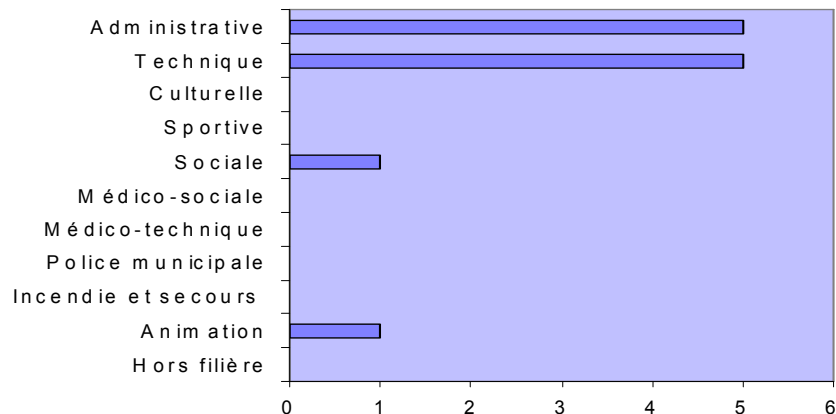
Structure de l'effectif

Fonctionnaires

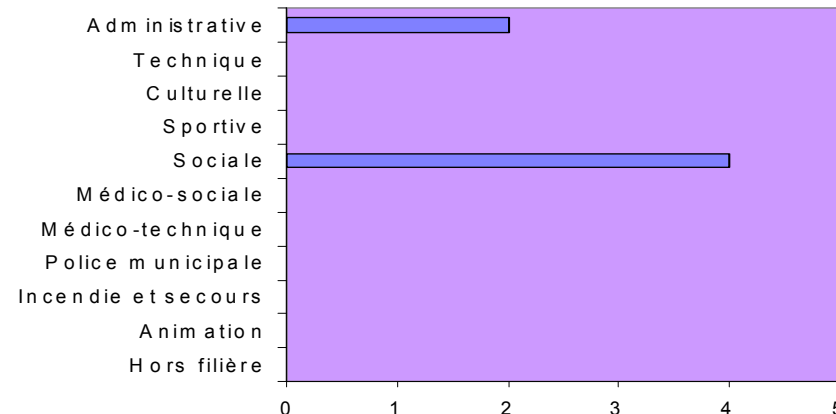
Non titulaires occupant un emploi permanent

Répartition par filière

Répartition par filière des fonctionnaires



Répartition par filière des agents non titulaires



BILAN SOCIAL 2008

▣ Temps partiel et temps incomplet

92% des agents de la collectivité travaille à temps complet. Et 90% à temps plein.

▣ Répartition HOMMES/FEMMES

Hommes	Femmes
33%	67%

▣ Evolution de l'effectif en 2008

	Effectif au 1er janvier 2008	Arrivées au cours de 2008	Départs au cours de 2008	Effectifs au 31 décembre 2008
Fonctionnaires	12	+ 2	-2	12
Agents publics non titulai- res	6	+0	-0	6
TOTAL	18	+2	-2	18

BILAN SOCIAL 2008

Détail des flux - Entrées

Recrutement direct (échelle 2)	0	
Concours (externe, interne, réservé, 3e voie)	1	
Intégration directe (résorption de l'emploi précaire)	0	
Mutation	1	
Autres arrivées (promotion interne "nette", réintégrations)	0	
Arrivées par voie de détachement...	De la Fonction publique de l'Etat (FPE)	0
	D'autres collectivités territoriales (FPT)	0
	D'autres structures (FPH, Fonction militaire, fonction publique d'un pays de l'UE, autres)	0

Détail des flux - Sorties

Départs de fonctionnaires		2
Départs définitifs	Démissions, licenciements	0
	Retraite, congé de fin d'activité (CFA)	1
	Détachement dans une autre structure, mutation, fin de détachement	0
	Transfert de compétence	0
	Autres départs définitifs (décès, prise en charge, révocation...)	0
Départs temporaires	Mise à disposition d'une autre structure	0
	Congé formation	0
	Congé parental, disponibilité	1

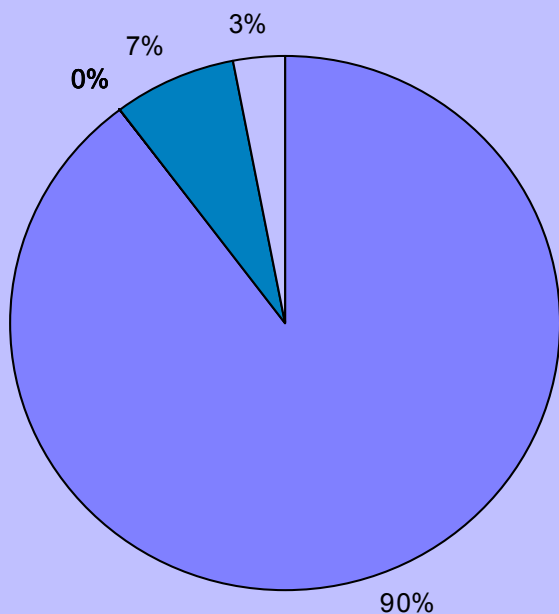
BILAN SOCIAL 2008

Absences au travail

(Agents occupant un emploi permanent - décomptes en jours ouvrés - hors absences syndicales)

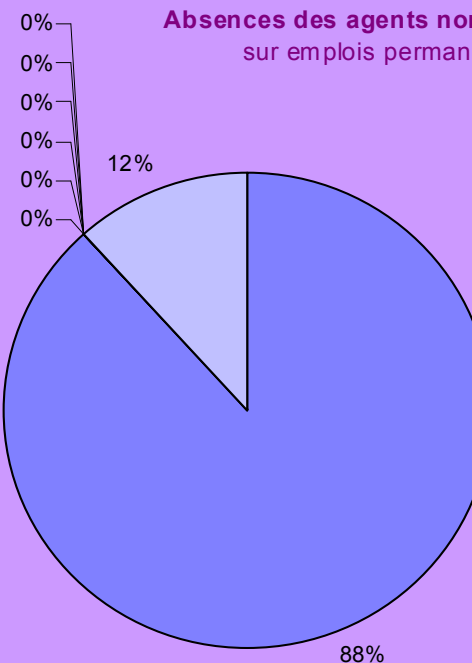
Maladie ordinaire	188 jours
Longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie	0 jours
Accidents de travail (imputables au service ou au trajet), maladies professionnelles	0 jours
Maternité, paternité, adoption	14 jours
Autres raisons (hors absences syndicales)	8

Absences des fonctionnaires



- Maladie ordinaire - 89,6%
- Longue maladie (et assimilé) - 0%
- Accidents du travail (service) - 0%
- Accidents du travail (trajet) - 0%
- Maladie professionnelle (et assimilé) - 0%
- Maternité et adoption - 0%
- Paternité et adoption - 7,3%
- Autres (jours ouvrés) - 3,1%

Absences des agents non titulaires sur emplois permanents



- Maladie ordinaire - 88,2%
- Longue maladie (et assimilé) - 0%
- Accidents du travail (service) - 0%
- Accidents du travail (trajet) - 0%
- Maladie professionnelle (et assimilé) - 0%
- Maternité et adoption - 0%
- Paternité et adoption - 0%
- Autres (jours ouvrés) - 11,8%

BILAN SOCIAL 2008***Prévention des risques professionnels***

Nombre de maladies professionnelles reconnues imputables au service pour 2008	0
Nombre d'allocations temporaires d'invalidité (2008)	0
Nombre de décès imputable au service	0

Prévention des risques : dépenses en matière d'hygiène et de sécurité

Formations (ACMO, habilitations, membres du CHS...)	1 445 €
Autres dépenses (EPI, interventions, amélioration des conditions de travail...)	800 €

Soit :

125 €*Par agent permanent travaillant dans la collectivité au 31 décembre 2007****Accidents du travail******Imputables au service ou au trajet***

En 2007 la collectivité a connu :	0	accident(s) imputable(s) au service
En 2007 la collectivité a connu :	0	accident(s) imputable(s) au trajet

BILAN SOCIAL 2008**Formation***(Tous statuts - hors congé formation)*

Nombre total de jours de formation (tous agents)	115
Nombre total de jours de formation (agents occupant un emploi permanent)	115
Nombre total de jours de formation (cat. A)	10
Nombre total de jours de formation (cat. B)	78
Nombre total de jours de formation (cat. C, dont PACTE)	28
Nombre moyen de jours de formation par agent formé occupant un emploi permanent	6,8
Nombre moyen de jours de formation par agent formé (cat. A)	4,8
Nombre moyen de jours de formation par agent formé (cat. B)	9,7
Nombre moyen de jours de formation par agent formé (cat. C, dont PACTE)	4,0
Agents occupant un emploi permanent partis en formation	
Agents partis en formation (au moins un jour) en 2007	17
Agents n'ayant suivi aucun jour de formation en 2007	1
Dépenses de formation	
Total des sommes investies au titre de la formation (y compris les frais de déplacement)	9 911 €
Dépense moyenne par jour de formation	86,18 € par jour

BUDGET 2008

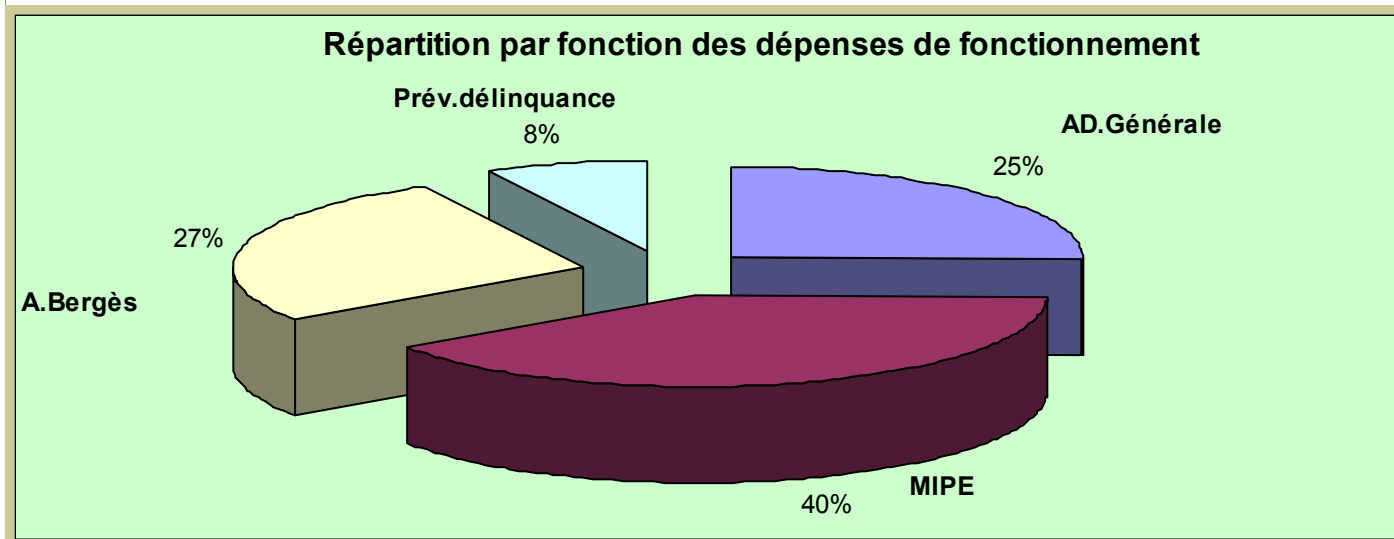
Sur l'ensemble du budget les dépenses de fonctionnement s'élèvent 1 454 000 € hors virement à la section d'investissement. Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent 5004 891 €. Les dépenses de fonctionnement représentent 22,5 % des dépenses totales, les dépenses d'investissement 77,5% .

Les dépenses de fonctionnement (BP 2008)

Elles correspondent à l'ensemble des dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité.

Ces dépenses peuvent être augmentées de dépenses exceptionnelles qui n'ont pas de caractère récurrent. A ces dépenses dites réelles qui s'élèvent à 1 399 000 € s'ajoutent des dépenses dites d'ordre qui ne représentent pas de décaissement réel pour la collectivité, cas des amortissements de biens par exemple. Ces dépenses s'élèvent à 55 000 € pour 2008

L'affectation des dépenses réelles de fonctionnement se répartie comme suit pour 2008



L'essentiel des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) est constitué par le

- ▣ le versement de la subvention à la Mission Locale 108 200 € en 2008
- ▣ La médiation de nuit pour 66 500 €

LA MASSE SALARIALE

Effectif 20 personnes, 18,8 ETP La masse salariale représente un montant de 727 000 € correspondant à 54% des dépenses réelles de fonctionnement

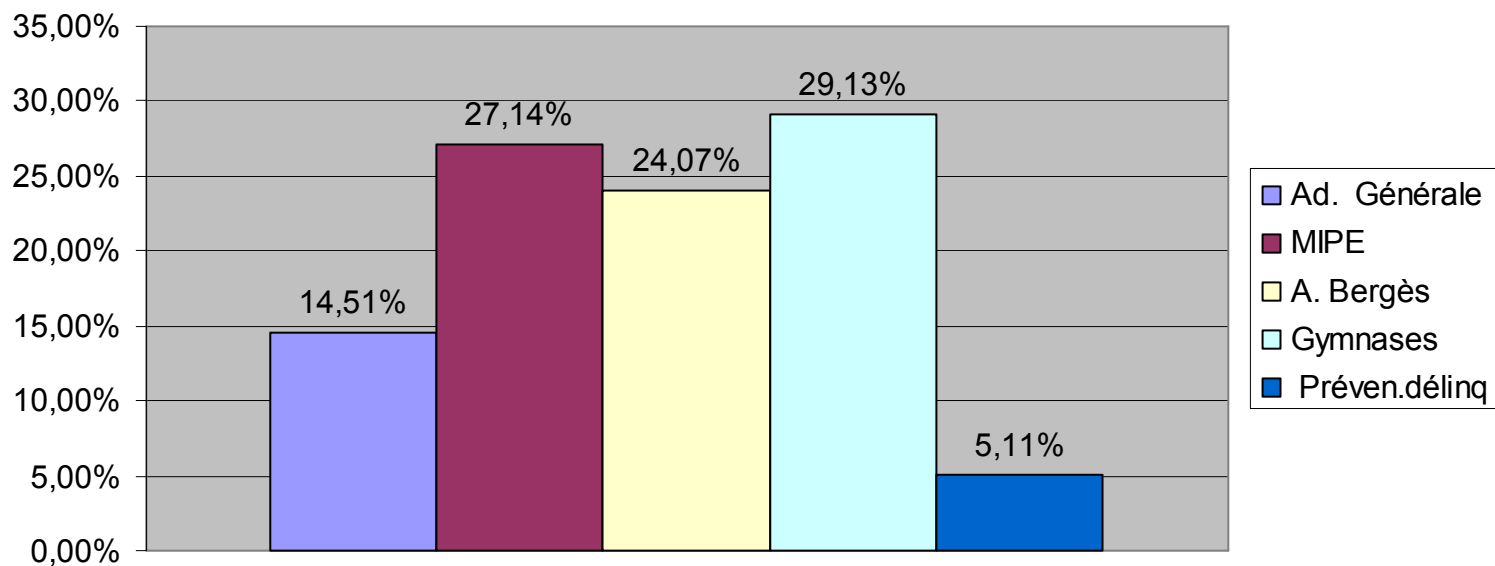
BUDGET 2008

Les recettes de fonctionnement (BP 2008)

correspondent aux recettes récurrentes qui permettent de financer le fonctionnement de service et une partie des investissements. Elles s'élèvent à 2 094 000 € .

Répartition des recettes dans le budget 2008

Répartition analytique des recettes de fonctionnement



BUDGET 2008

Les dépenses d'investissement (BP 2008)

Le SIRD, en 2006 a acté un PPI pour une durée de six ans dans l'objectif de remettre à neuf les équipements sportifs du territoire.

	CA 2005		CA 2006		CA 2007		BP 2008		BP 2009		BP 2010		BP 2011
	Dépenses	Recettes	dépenses	Recettes	dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
INVESTISSEMENT DE MAINTENANCE													
Travaux de sé	20 000	0	14 500		34 572		35 550		30 000		15 000		15 000
Réfection des	115 000	0	32 007		24 700		56 450		70 000		100 000		100 000
Equipements	15 000	0	700		7 230				8000		8000		8000
Signalisation	800	0			0		0		100		100		100
Mobilier urbain	0	0											
Matériel de bu	17 000	0	16 170		3 698		8 000		10 000		10 000		10 000
Autres matériels					1 848								
Parc automot	6450	0	12 000	2500			0		15 000				
SOUS TOTAL	174 250		75 377	2500	72 049		100 000		148 100		133 100		133 100
INVESTISSEMENT ACHEVES OU ENGAGES													
Création du site Internet					11864								
Piste d'athlétis	10 800	0	96 047	0		31 682							
Reconstructio	130 000	0	918 185		3 625 962	1 160 745	903 420	1 000 000	0	0	0	0	0
Restructuratio	11200	0	48 646	0	215 509		2 696 686	0	0	400 000	0		
Autocom de la	7100	0											
Gestion des a	11 700	0											
Etude stades nautiques		18 000	18 000	14 000									
Extension Yves BROUZET					26 936		888 681		0	100 000	0		
SOUS TOTAL	170 800		1 080 878	14 000	3 880 271	1 192 427	4 488 787	1 000 000	0	500 000	0	0	0
NOUVEAUX INVESTISSEMENTS													
Centre médico-sportif													
Stades nautiques													
Reconstruction A. Fleming							90 000		588 116		3 085 293	1 000 000	2 119 335
gymnase nord territoire													
Tennis couverts													
SOUS TOTAL					0	0	90 000	0	588 116		3 085 293		2 119 335
TOTAL GENERAL			1 156 255	16 500	3 952 320	1 192 427	4 678 787	1 000 000	736 216	500 000	3 218 393	1 000 000	2 252 435

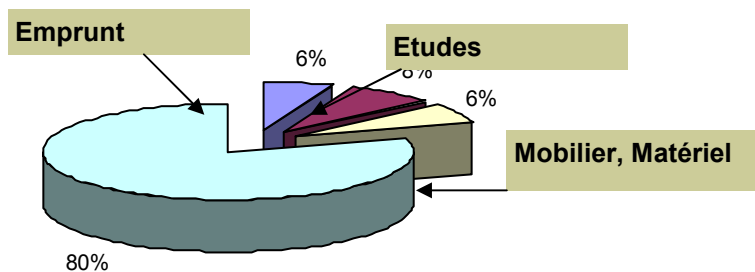
BUDGET 2008

Les dépenses d'investissement (BP 2008)

Les dépenses d'investissement réelles se répartissent comme suit dans le BP 2008

97 % des dépenses sont affectées à la compétence « Etablissements sportifs »

Nature des dépenses d'investissement 2008



Travaux

LA DETTE

Au 31 décembre 2008, l'encours de la dette est de 4845 K€ au 1er janvier il était de 3137 K€, ces chiffres ne tiennent pas compte des lignes de trésorerie.

en K€	2008
Encours au 1er janvier	3137
"+" Emprunt de l'année	2000
"-" Remboursement capital de	305
Encours au 31 décembre	4845

L'annuité de la dette :

le taux moyen de la dette (Y:C l'emprunt 2008)est de 5% (toute durée résiduelle confondue). La durée résiduelle est de 20 ans

La répartition de l'encours de la dette au 01.01.2009 est de 94% en taux fixe et de 6% en taux variable.